

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, devant la communauté française de Tunisie, sur les relations franco-tunisiennes et les réformes engagées en France, à Tunis le 29 avril 2008.

Mesdames et Messieurs,

Je voulais vous dire le plaisir de me retrouver dans cette magnifique Ambassade, ce jardin exceptionnel et vous comprendrez que mes premiers mots seront pour remercier notre Ambassadeur, du travail qu'il accomplit au service de la France et je veux y associer son épouse en lui disant mon amitié et tous nos vœux. Elle sait de quoi je veux parler et c'est très sincère. Et puis je voudrais vous dire combien nous sommes heureux de nous retrouver en Tunisie. Ce pays, ami de la France, ce pays qui se développe, qui progresse, dont la France doit être un partenaire. Et nous voulons construire avec la Tunisie un avenir meilleur pour le peuple tunisien comme pour le peuple français.

Vous êtes 25 000 de nos compatriotes à vivre ici, pas mal, vous n'allez pas vous plaindre quand même ! Et chaque année, 10% de Français en plus qui viennent sur cette terre apporter leur force de travail, leur savoir, leur connaissance, 1 100 entreprises françaises qui font travailler des milliers de Tunisiens, 7 milliards d'euros d'échange entre la France et la Tunisie. 40% des échanges de la Tunisie se font avec la France. Et c'est bien simple, la France, c'est le premier investisseur, le premier partenaire, le premier client et le premier acheteur. Cela nous crée des responsabilités.

J'ai voulu qu'avec le Président BEN ALI, nous soyons les piliers de l'Union pour la Méditerranée. Parce qu'ici, quand on vit en Tunisie, on aime la Méditerranée. Et, nous, nous voulons que le meilleur pour le monde sorte de cette Union pour la Méditerranée.

Et puis, puisque j'ai la chance de rencontrer des compatriotes, je voudrais leur dire que votre pays, la France est en train de changer. Nous sommes en train de mettre en oeuvre les réformes qui étaient absolument indispensables à la France.

Je voyais le Premier Ministre tunisien il y a quelques instants. Il me disait « mais dis donc, vous en faites des réformes ». Franchement, quand on me pose la question comme cela, je préfère cela, plutôt qu'on dise « dis donc, en France, vous n'en faites pas beaucoup ». Voilà donc, que le problème est de savoir est-ce que j'en fais trop ? Disons que cela fait l'équilibre. On ne fait pas des réformes pour le plaisir, mes chers compatriotes, on fait des réformes parce qu'on en a besoin, parce que le monde change, parce que le monde bouge. Et que moi je veux le meilleur pour notre pays, les meilleures universités. Mais comment peut-on faire les meilleures universités si on ne leur donne pas l'autonomie et la liberté, les meilleures entreprises et le plus d'emplois pour les Français. Mais comment peut-on avoir plus d'emplois pour les Français si on explique aux Français qu'il faut travailler moins, alors que le monde travaille davantage.

Le pouvoir d'achat, bien sûr que le pouvoir d'achat c'est un problème. La vie est si dure pour tant de Français. Mais en même temps, quel Président de la République serais-je si j'expliquais aux Français qu'on peut gagner plus en travaillant moins ? Il y en a tant qui m'ont précédé, qui ont essayé.

Honnêtement, cela n'a pas été un triomphe.

Réhabiliter le travail, réhabiliter la formation, se tourner vers l'avenir pour faire de la France un pays exemplaire aux yeux du monde. Et puis alors régler les problèmes. Ils ne sont pas faciles à régler. Les retraites, bien sûr, Xavier BERTRAND est en train de négocier en ce moment même. Bien sûr ce n'est pas facile. Mais si on le fait, c'est parce qu'il fallait le faire.

Quel est l'autre choix ? Bien sûr réduire les dépenses publiques, mais si on le fait c'est parce qu'il fallait le faire. Quel est l'autre choix ? Je parle devant le

Président de la Cour des Comptes, ici chez lui, Philippe SEGUIN, et qui a un sourire inhabituel. C'est parce qu'on est ami que je blague un peu. Il a un sourire inhabituel parce qu'il me disait dans l'avion « mais, oui, voilà un gouvernement qui tient compte des rapports de la Cour des Comptes ». Ce n'est pas d'hier que la Cour des Comptes publie rapport, rapport, rapport, voilà ce qu'il faut faire. Tout le monde regarde et range le rapport. Moi, j'ai décidé d'ouvrir le rapport et d'en tenir compte.

Ces réformes que nous faisons, on en fait beaucoup oui, parce qu'il y a beaucoup de besoin et parce qu'on ne peut pas se permettre de réformer le primaire sans réformer le secondaire. On ne peut pas se permettre de réformer les retraites si on ne réforme pas la formation professionnelle, parce que c'est un ensemble. Et il faut naturellement que ceux qui sont au chômage fassent tout pour retrouver un travail. Cet effort là, il est incontournable. Et j'ai la faiblesse de penser qu'on m'a même élu pour cela.

Eh bien c'est ce qu'on va faire. Et c'est ce que l'on est en train de faire.

Alors franchement, vous qui êtes au contact du monde, du monde qui bouge, n'hésitez pas à l'expliquer à vos familles et à vos amis. Voilà ce qui se passe dans le monde, voilà ce qui doit se passer en France. J'ai voulu pour cela constituer une équipe qui m'entoure ici, qui est diverse. Parce que pour faire de grandes réformes, il faut essayer de constituer la meilleure équipe de France possible. Et vous me permettez de saluer les ministres qui m'accompagnent. Et quand même, c'est un signe, une femme ministre de l'Intérieur, Michèle ALLIOT-MARIE, une femme ministre de l'Economie et des Finances, Christine LAGARDE, une femme garde des Sceaux, Rachida DATI. Quand même, la parité ce n'est pas le même nombre, la parité c'est aussi dire aux femmes, voilà, que Christine soit la première ministre de l'Economie et des Finances d'un grand pays comme le nôtre, cela en dit long sur le retard que nous avons accumulé. Moi je pense qu'une femme peut assurer la sécurité de notre pays. Une femme peut porter l'économie de notre pays. Et une femme peut incarner la justice dans notre pays. C'est cela aussi la modernité dans un pays comme le nôtre.

Je voudrais saluer également Brice HORTEFEUX, Dominique BUSSEREAU, Hervé NOVELLI, Rama ce n'est pas la peine de te cacher on t'avait vue, et Rama YADE. Je voudrais également adresser un salut très amical aux parlementaires de toute sensibilité politique qui ont bien voulu m'accompagner, avec un salut tout particulier pour le Premier Ministre Jean-Pierre RAFFARIN. Et puis je voudrais saluer tout particulièrement une française récente, Carla SARKOZY.

Si vous le voulez bien, je serais très heureux de pouvoir échanger avec vous, en vous disant en terminant que j'ai parfaitement conscience que vivre ici, c'est très agréable, mais qu'il y a aussi beaucoup d'arrachement personnel et que vous avez laissé derrière vous une partie de vos habitudes, de vos familles, de vos amis. Et qu'il y a certainement un pincement au cœur parfois en pensant à l'Hexagone. Et si la France est un grand pays à vocation à l'universel, c'est parce qu'il y a 2 millions de Français qui vivent hors de nos frontières. Et c'est pour cela qu'on a un grand pays, aussi grâce au travail et à l'investissement de femmes et d'hommes comme vous. Alors j'ai lancé une réforme de la Constitution qui vous permettra d'élire des députés, parce qu'il n'y a aucune raison que les Français de l'étranger soient des Français de seconde zone qui n'aient pas le droit d'élire leurs députés.

Et puis bon, comme personne ne me remerciera pour cela, je vais me remercier moi-même. Je voudrais quand même dire que c'était une belle réforme, une belle promesse tenue que celle qui fait qu'on ait commencé à rendre gratuites les études de vos enfants, parce que, honnêtement vous êtes formidables de discrétion. Si je n'avais pas tenu promesse, qu'est-ce que j'en aurai

entendu ? Alors il y a eu un débat immense. On m'a dit, mais non ce n'est pas la peine, il n'y a qu'à faire les bourses. Les bourses cela ne va pas pour moi, parce que je sais parfaitement le système. On est toujours trop pauvre pour être riche et trop riche pour être pauvre. S'il y en a qui se reconnaissent, c'est pour eux.

On a voulu penser aux classes moyennes et donc, chaque année, il y aura une année de gratuité de plus. On a commencé par la terminale. J'ai toujours été choqué du fait que quand on scolarise son enfant dans la métropole, dans un établissement public on ne paye pas les études. Je ne vois pas au nom de quoi, lorsqu'on est à l'étranger et qu'il y a des lycées publics, on devrait payer ou faire payer son entreprise. Ce n'est pas le rôle des entreprises et ce n'est pas l'égalité qui est inscrite aux frontispices de tous nos équipements publics.

Alors, enfin, on me dit pourquoi tu as commencé par la terminale. Si j'avais commencé par la maternelle, on m'aurait dit pourquoi tu as commencé par la maternelle. Eh bien j'ai commencé par la terminale, parce que c'était plus cher et je me disais que je me ferais moins attraper en commençant par la terminale que par la maternelle.

Vous voyez, on est en très grande forme. Et on n'a plus qu'une seule chose, c'est à souhaiter que vous y aidiez, vous nous souteniez, que vous soyez toujours fiers d'être des Françaises et des Français.

Je vous remercie.